

# OPINIONS

24 heures  
Lundi  
26 janvier 2004

## L'INVITÉ

### Eau, forêt, agriculture et santé publique



BERNARD K.  
MARTIN

Député Vert

**E**n 2003, Année de l'eau, l'occasion se présentait de revoir notre perception du cycle de l'eau sur la planète et dans notre région. Il s'agissait aussi d'imaginer des méthodes différentes de «gérer» le précieux liquide. Via un postulat, une telle démarche fut dernièrement débattue au Grand Conseil vaudois.

Outre l'influence majeure des océans et des forêts tropicales sur lesquels — vus de la Suisse — nos moyens d'action sont limités, le destin de l'eau potable, des rivières et lacs dans notre canton se joue dans des zones connues: Préalpes, Jura, Plateau, lacs Léman, de Neuchâtel et de Bret. Derrière notre robinet, la présence de l'eau dépend directement de quatre «territoires»: forêts, zones humides et protégées, prairies et terres agricoles. Grâce aux végétaux, aux humus et organismes de la terre, depuis des millénaires, les pluies même violentes sont accueillies en douceur grâce à la finesse des systèmes adaptatifs de la vie: plantes, feuilles/herbes mortes et litières végétales, sols aérés, riches en humus et en organismes (vers de terre, micro-organismes, etc.), chacun de ces facteurs constituant une étape recevant l'eau qui est ainsi freinée, retenue, répartie dans le sol, puis redistribuée aux végétaux, sources, nappes phréatiques et cours d'eau.

Une évidence apparaît: les propriétaires forestiers

année, où, lorsque l'on propose des solutions écologiques à de graves problèmes et que l'on nous répond qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'Etat (ni des communes), le temps serait-il venu de se donner des moyens grâce à une indexation raisonnable du prix de l'eau potable publique? Bien entendu, cette plus-value serait reversée aux partenaires forestiers, agriculteurs, communes avec pour contre-partie l'amélioration, la promotion de techniques respectueuses de l'environnement.

Car l'eau va mal. Une grande partie des sources vaudoises sont déviées dans les rivières et lacs pour cause de pesticides, nitrates et pollutions urbaines (stations d'épuration, décharges). Cette évolution a pour conséquence des risques de toxicité, d'effets inconnus et complexes.

De multiples petites quantités d'agents différents mais combinés — quatre cents produits chimiques de synthèse sont utilisés en agriculture! — sont susceptibles de conduire à des effets pathologiques redoutables! Sans compter les hormones de synthèse dont les domaines d'utilisation concernent autant l'agriculture que la consommation individuelle (médicaments, pilule anticonceptionnelle...). La régression des poissons et des crustacés serait à mettre en relation avec ces substances, de même que les modifications de leurs reins, foie, organes génitaux, ainsi qu'une plus faible capacité de survie des embryons. Quid des effets sur l'être humain?

Sur la pression des partis de droite, le Grand Conseil a refusé ce postulat porteur d'informations et de stratégies inédites susceptibles de pallier les dégradations actuelles, pourtant alarmantes. Jusqu'où ira le pouvoir de certains lobbies agro-industriels dans notre canton? □

#### Sources:

- Rapport «Environnement suisse 2002 - Politique et perspectives»  
OFEFP - Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
- «Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement»  
Professeur François Ramade, Université de Paris (Ediscience International)

#### «Les propriétaires forestiers et les agriculteurs constituent nos fournisseurs d'eau»

(privés, communes, cantons) et les agriculteurs constituent nos fournisseurs d'eau, à nous public. De ce fait ils ont une grande responsabilité. Encore faut-il leur donner les moyens de la protection de l'eau sur le long terme. Car en parallèle nous assistons à une situation choquante: la diminution des revenus forestiers et agricoles, alors que ces secteurs sont fondamentaux pour notre bien-être. Au robinet, l'eau se vend environ un à deux francs le mètre cube, et dans le même temps son prix en bouteille est multiplié par mille chez les détaillants!

Cette situation est-elle cohérente? A l'heure où les budgets environnementaux diminuent chaque